



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face à la hausse des prix, les salaires, les pensions et les allocations doivent suivre



18,5% d'augmentation en un an pour l'essence et le diesel, près de 50% d'augmentation pour le gaz, 17% pour l'électricité... les prix de l'énergie augmentent considérablement. Et ce ne sont pas les seuls, les loyers, l'alimentation, tout augmente et vient grever le budget déjà serré des travailleurs.

Quant aux salaires, ils sont attaqués de tous les côtés, par la suppression des primes, les heures supplémentaires non majorées, ou carrément non payées. Et pour des dizaines de milliers de travailleurs, ils sont amputés depuis un an et demi par le chômage partiel « covid », qui continue à cause du manque de matière première et de pièces dans certains secteurs.

Les conditions de vie des travailleurs sont aussi détériorées par la charge de travail qui augmente sans cesse et qui devient de plus en plus insupportable. Tout cela entraîne l'augmentation des maladies professionnelles, comme les burn-out, les troubles musculo-squelettiques...

ainsi que les accidents du travail.

Les bas salaires, la surcharge de travail, le manque d'effectifs permanent, c'est ce qu'ont dénoncé les travailleurs en grève chez Lidl, ceux de l'hôpital Jolimont à La Louvière, ceux du Petit Château, un centre d'accueil pour réfugiés à Bruxelles.

Et que fait le gouvernement ? Il annonce fièrement avoir bouclé son budget. Un budget qui prévoit plus de 3 milliards d'euros d'économies, en s'attaquant en particulier aux travailleurs de la fonction publique, ainsi qu'aux malades de longue durée qu'il voudrait remettre au travail plus vite sous peine de sanctions.

En fait, l'ensemble du monde du travail est visé par les mesures gouvernementales. Mesures qui prévoient aussi d'élargir le travail de nuit au secteur du commerce en ligne et de rendre possible la semaine de travail de 4 jours. 4 jours de 9h30 de travail sous prétexte de garder du temps pour sa vie de famille et de lutter contre le burn-out ! Quel mépris pour les travailleurs ! Combien de jours pour se remettre de tels horaires ?

Les modalités de ces attaques doivent encore être discutées entre les « partenaires sociaux », c'est-à-dire entre les patrons et les syndicats, et s'ils ne se mettent pas d'accord, ce sera au gouvernement de trancher. Mais il n'y a rien à espérer de ces

négociations. Rien de bon ne pourra en sortir pour les travailleurs. Sans mobilisation forte des travailleurs dans des grèves qui se généralisent, les syndicats n'ont aucun poids face à la volonté patronale.

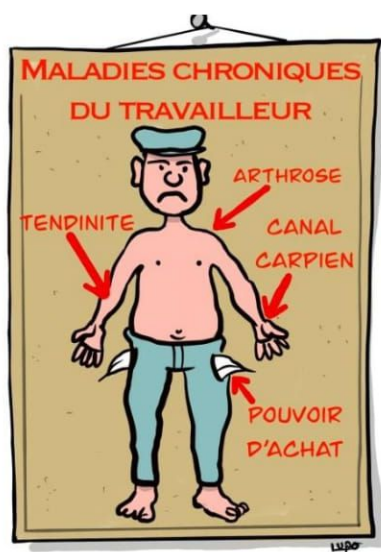
Il faut se préparer à lutter. Les grèves chez Lidl, Fedasil, dans la chimie, à Jolimont montrent que tous les secteurs sont touchés par les attaques patronales et que les travailleurs de tous les secteurs peuvent réagir. Les travailleurs créent toutes les richesses, ils font fonctionner toute la société et pourtant c'est toujours l'intérêt d'une minorité de capitalistes qui domine tout.

Car les hausses de prix ne font pas que des malheureux. Les grands groupes pétroliers comme Total, Exxon, BP font chacun un milliard de dollars de bénéfices chaque mois ; les trusts pharmaceutiques et de la chimie s'enrichissent à milliards en profitant de la crise sanitaire, et même les patrons de l'automobile augmentent leurs profits malgré les baisses de production dues aux manques de pièces.

Eh bien ces profits devraient servir d'abord aux salaires, aux emplois, aux conditions de travail. Pour imposer cela il faudra des luttes déterminées de l'ensemble des travailleurs pour un objectif commun à tous : des salaires, des pensions et des allocations qui permettent de

vivre. Les augmentations de salaire conséquentes ont toujours été arrachées au patronat par des grèves massives et contagieuses. C'est parce que les travailleurs ont su se faire craindre du patronat qu'il a fini par délier les cordons de la bourse. Il n'y a jamais eu de sauveur suprême pour les travailleurs, et pas même pour obtenir des augmentations de salaire. Cela fait partie des combats qui sont devant nous !

Le gouvernement s'en prend aux malades



Que ce ne soit pas l'intérêt des travailleurs qui motive le gouvernement, on le voit dans leur décision d'un contrôle (encore !) plus renforcé sur les malades de longue durée, sanctions à la clé. Pour faire une économie de 110 millions d'euros, les ministres veulent ainsi remettre au travail, en réalité les exclure de leurs droits, au moins 5 000 malades de longue durée par an (sur 500 000 au total).

Quant aux patrons qui imposent des conditions de travail qui poussent toujours plus de travailleurs vers le burn-out, les troubles musculo-squelettiques, la dépression et les cancers, ils peuvent continuer à

s'enrichir sur le dos de ceux qui triment... et même les licencier sans indemnités quand ils déclarent ne pas leur trouver de poste adapté.

Nous ne sommes pas des moutons !

Le 14 octobre, le gouvernement a donc annoncé un budget avec 3 milliards d'économies et un ensemble de 117 mesures dont un grand nombre dirigé contre la population laborieuse.

Et qu'est-ce qui fait les « Unes » du lendemain ? L'abattage rituel ! Une tentative de nous étourdir avant la saignée ? Il est vraiment temps de refuser tous ensemble de se laisser mener à l'abattoir !

Les irresponsables, c'est eux !

Le ministre de la santé publique Frank Vandenbroucke (Vooruit) veut rendre le Covid Safe Ticket obligatoire dans les entreprises. Son collègue Pierre-Yves Dermagne (ministre de l'Économie et du travail, PS) penche plutôt vers l'obligation vaccinale généralisée.

Obliger les travailleurs, les pointer du doigt, faire des économies sur leur dos, c'est la seule chose que ministres - et patrons - savent faire. Quant à contraindre les actionnaires des firmes pharmaceutiques à lever les brevets et à baisser les prix des vaccins, là c'est l'impuissance.

L'arrogance et le mépris des serveurs gouvernementaux du capital finira par faire exploser la colère du monde du travail !

Virer le personnel soignant non-vacciné ? C'est non !

Les représentants des employeurs demandaient il y a quelques jours de

pouvoir licencier le personnel hospitalier qui refuserait de se faire vacciner, et ont envoyé des recommandations en ce sens au ministre de la santé Frank Vandenbroucke (Vooruit).

Si le vaccin représente une des meilleures pistes pour sortir de cette pandémie qui n'en finit pas, il est tout aussi évident qu'une bonne partie du monde hospitalier n'a plus confiance en ces gouvernements successifs, qui n'ont fait que détériorer les conditions de travail

Que ce soit par révolte contre l'obligation de la vaccination ; que ce soit par défiance vis-à-vis de ce vaccin ; ou pour des croyances rétrogrades ; le personnel vacciné ne doit pas accepter la mise à l'écart de ceux qui refusent le vaccin.

Le gouvernement va probablement décider d'utiliser son arme administrative favorite : le licenciement. Ainsi, une fois la loi adoptée, les hôpitaux pourraient décider de "suspendre la collaboration sans rémunération ni salaire" pour une période de six mois. Au bout de cette période, il pourrait devenir possible de licencier les travailleurs et les travailleuses non-vaccinés.

Ainsi, après avoir fait travailler les soignants des mois sans masque, sans blouse jetable, parfois avec les symptômes du Covid, et toujours en sous-effectif, ils seraient maintenant jetés à la rue ! Ce n'est pas acceptable !

Si les gouvernements de par le monde ne sont plus capables de convaincre une partie de la population des bienfaits du vaccin, c'est bien de leur responsabilité à eux, qui mentent, manipulent et offrent des milliards aux grands patrons, notamment des Big pharma !

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Actualité locale – La Louvière

Au bonheur... des promoteurs

La ville de La Louvière va recevoir 24 millions d'euros de la Région wallonne pour des projets immobiliers. Le bourgmestre prétend que cela va permettre de « redynamiser et re-verduriser » la ville. C'est surtout « reparti » pour une distribution de l'argent public aux patrons de la construction et aux requins de l'immobilier dans le style de la Strada. Ce n'est bien sûr pas cela qui fera baisser les loyers et le prix des maisons, au contraire...

Il reste des Bastilles à prendre !

Une partie de cette aide va être utilisée pour racheter le parc Boël de La Louvière. Grâce à l'exploitation de générations de travailleurs, cette famille de capitalistes a bâti des fortunes et s'est réservée, à son seul usage, le seul espace vert de la ville. Aujourd'hui, les voilà partis spéculer sous d'autres cieus, et il faudrait encore leur acheter le droit d'aller respirer dans leurs bois, comme des serfs au Moyen-âge ?

Italie : les agressions fascistes et la façon d'y répondre

Samedi 9 octobre, les locaux de la CGIL, le plus grand syndicat italien, ont été attaqués par un groupe de manifestants qui s'était détaché du cortège défilant contre le pass sanitaire obligatoire et sa généralisation aux entreprises et donc à tous les travailleurs.

Le groupe qui a dévasté les bureaux de la CGIL a été emmené par le groupe néofasciste Forza Nuova. Les dirigeants de ce groupe faisaient explicitement le lien avec Mussolini

qui, un siècle plus tôt, en 1920-1921, s'en prenait systématiquement à toutes les organisations ouvrières, dans le but de terroriser les travailleurs qui s'étaient lancés dans des grèves insurrectionnelles en ces années-là.

D'autres manifestants protestant contre l'extension du pass sanitaire à tous les travailleurs ont malheureusement été entraînés dans cette attaque et l'ont soutenue aux cris de « Vendus, vendus » à l'encontre de la CGIL. Des travailleurs, qui ont des raisons légitimes d'être en colère contre les directions syndicales, mais peu conscients, les approuvaient en voyant les faits sur les réseaux sociaux. Et la CGIL apparaît d'autant plus complice du gouvernement qu'elle soutient l'obligation du pass sanitaire sur les lieux de travail, sans même se prononcer contre les sanctions et la privation de salaire qui menacent ceux qui le refusent.

La réponse de la direction de la CGIL à l'agression fasciste n'est pas de nature à dissiper cette confusion qu'elle a contribué à alimenter par sa politique de collaboration de classe. Et elle ne permet pas non plus d'armer ceux des militants ouvriers qui sont conscients du danger représenté par les groupes fascistes et plus généralement par l'extrême droite.

Nos camarades de l'Internazionale (Italie-UCI) l'ont ainsi souligné au lendemain de l'agression : *« Quelle a été la réponse des sommets de la CGIL à l'agression fasciste ? Au lieu d'appeler à une grève générale nationale immédiate, ils ont renvoyé toute riposte au samedi suivant, appelant à une grande manifestation unitaire "contre tous les fascismes". La protection et la défense des locaux syndicaux a été réduite à un problème d'ordre public dont l'État devra s'occuper, alors que la visite du chef du gouvernement Draghi au siège dévasté de la CGIL a renforcé (...) la conviction que le syndicat est bien du côté de ces élites bourgeoises, bien rétribuées et bien pensantes, d'où provient le chef du gouvernement. Il n'était pas possible d'envoyer un message plus erroné que celui-ci, un*

message qui pousse encore plus ces couches sociales dans les bras des groupes d'extrême droite. »

Les organisations politiques et syndicales réformistes n'offrent aucune perspective aux travailleurs pour se défendre contre l'offensive patronale et gouvernementale dont ils sont l'objet dans tous les pays. Elles ont méthodiquement remplacé la lutte de classe par le prétendu dialogue social et les valeurs du mouvement ouvrier par de prétendues valeurs de la République.

Elles ont contribué à désarmer la classe ouvrière, à lui ôter toute conscience politique et confiance dans la lutte de classe et dans ses propres forces. Et c'est bien sur cette situation que l'extrême droite et les groupes fascistes comptent pour se renforcer.

C'est un piège grand ouvert pour les travailleurs, en Italie comme partout ailleurs, car ces mouvements fascistes conduisent la colère vers le désespoir et des impasses face à la violence capitaliste.

Pour donner une perspective aux millions de travailleurs, de chômeurs, de précaires que l'aggravation de la crise jette dans la misère, le mouvement ouvrier devra renaître autour d'une politique de défense de ses intérêts face au chaos engendré par le capitalisme. L'avenir de la société ne peut être dans la politique que Draghi et consorts mènent au service de la bourgeoisie, mais dépendra de la capacité des travailleurs à renverser le pouvoir de la classe capitaliste.

Assassins

Le 13 octobre, un ouvrier est mort au travail chez Volvo Trucks à Gand. Malgré le fait qu'il ne se sentait pas bien, il a pris son poste. Il avait 64 ans et il était intérimaire ! Pour la direction de Volvo, il ne s'agit pas d'un accident de travail, mais d'une mort naturelle. Ce qui est « naturel » pour les patrons, est mortel pour les travailleurs !

La violence de la série "Squid Game" reflète celle de la société



La série « Squid Game » de Netflix a beaucoup fait parler d'elle, en particulier à cause de sa violence.

Au-delà de son intrigue macabre, cette série met en scène des situations et des personnages que connaissent bien les travailleurs. Par exemple un ouvrier immigré dont le patron n'a pas payé le salaire depuis plusieurs mois ; une retraitée malade qui ne peut pas se soigner car le traitement coûte trop cher ; un ancien ouvrier de l'automobile qui a participé à une grève violemment réprimée par la police ; des bourgeois et des patrons méprisants qui déshumanisent et insultent des travailleurs.

Ce qui est le plus choquant ce n'est pas la violence des images, du faux sang et des effets spéciaux, mais la violence, bien réelle cette fois-ci, vécue chaque jour par la majorité de la population. Cette violence révoltante est celle de la société capitaliste, de l'exploitation et du mépris social.

50 000 personnes marchent pour la planète

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles pour manifester pour le climat. Ils insistaient sur l'urgence d'agir pour changer la trajectoire d'une économie qui nous enfonce droit dans le mur. Et cette urgence se fait ressentir un peu plus chaque jour, particulièrement pour les personnes qui ont été touchées par les inondations en Belgique, ou par les incendies ailleurs, et dont certains ont perdu le peu qu'ils

possédaient en quelques heures. Des manifestants se rendent bien compte qu'il n'est plus possible de se contenter d'écouter les beaux discours des politiques, en attendant... vainement qu'ils finissent par agir.

Car tant qu'on ne touchera pas à la propriété capitaliste, on ne pourra pas faire grand chose de valable pour le climat, et seule la classe ouvrière a montré qu'elle en était capable.

Ils n'iront pas au paradis

Les entreprises situées en Belgique qui font des virements de plus de 100 000 euros vers des personnes ou entités situées dans un paradis fiscal, doivent en principe le déclarer. Cette année, des centaines d'entreprises ont déclaré envoyer 266 milliards d'euros dans les paradis fiscaux, deux fois plus qu'en 2017.

Au vu et su du fisc, les transits financiers augmentent avec les paradis fiscaux... combien couvrent-ils des opérations frauduleuses ?

Chers dinosaures



Un squelette d'un tricératops vient d'être vendu à un riche particulier 6,6 millions d'euros. L'année dernière, un autre bourgeois s'est accaparé un T-Rex pour la somme de 31,8 millions d'euros. En voilà au moins qui n'ont pas de problème de pouvoir d'achat.

Les dinosaures semblent plaire aux bourgeois. Comme eux, leur règne n'a que trop duré, il est temps qu'ils disparaissent.

Site LO France

Carence en magnésium ?

Après les pénuries de semi-conduc-

teurs, voici que se développe la pénurie de magnésium nécessaire pour fabriquer les tôles en aluminium, pour les soudures et plein d'autres applications dans le secteur automobile.

En Chine, les usines où l'on fabrique le magnésium sont à l'arrêt à cause d'une pénurie en électricité, elle-même causée par une pénurie en charbon qui s'explique à son tour par un manque d'investissements d'une part, et par la guerre commerciale, car c'est l'Australie qui est le premier fournisseur de charbon de la Chine.

Or, avec l'Australie qui s'arme à toute vitesse contre la Chine et vient de conclure un pacte dans ce sens avec les Etats-Unis, les relations sont de plus en plus tendues.

Le monde est malade, mais pas d'une simple carence en magnésium. C'est une crise aiguë de capitalisme, les affrontements commerciaux sèment le chaos et de nouvelles guerres menacent. Si nous ne voulons pas de nouveau faire les frais de la barbarie capitaliste, nous devons nous préparer à en débarrasser l'humanité !

Entrave méchante au droit de grève

La cour d'appel de Liège a confirmé, voire aggravé, la condamnation à la prison avec sursis et les amendes des 17 syndicalistes qui ont été envoyés devant les tribunaux suite à l'action sur l'autoroute le 19 octobre 2015.

C'est un jugement politique destiné à intimider à l'avance tous les travailleurs qui ne peuvent justement pas s'appuyer sur des lois pour défendre leurs conditions de travail et d'existence et n'ont comme seul recours que la lutte collective. Pour ce faire, les juges n'ont pas hésité à s'appuyer sur un article du code pénal destiné à réguler la circulation routière ! Une loi qui est normalement assortie d'une peine de retrait du permis de conduire pour une

plus ou moins longue période, et non de peines de prison.

C'est une attaque évidente contre le droit de grève, mais aucune loi et aucun jugement ne saura protéger la bourgeoisie, quand les travailleurs décideront d'agir tous ensemble. Car alors, ce n'est pas une autoroute qui sera paralysée, mais toute la machine à fabriquer du profit !

Augmentations à doses homéopathiques

Les syndicats annoncent des actions de grève dans le secteur de la Chimie, dont des entreprises pharmaceutiques et pétrolières qui, les unes comme les autres, ne peuvent pas prétendre avoir souffert de la pandémie.

Or, même ici, où les syndicats espéraient obtenir au moins des petites choses dans les négociations, tout ce qu'ils récoltent, c'est le mépris patronal. Ainsi, l'augmentation de 0,4% sur deux ans, correspond à une augmentation de 7 cents de l'heure ou 8 euros sur le mois ! Les négociateurs syndicaux ne demandaient même pas plus, seulement une « prime corona ». Demande qui a fait quitter la table aux représentants patronaux.

Les négociations ne rapportent rien. Place à l'action, dans le secteur de la Chimie comme ailleurs, pour exiger une augmentation salariale générale et une vraie indexation sur les prix !

Sammy Mahdi au secours des migrants ?

Les travailleurs du centre d'accueil pour demandeurs d'asile « Petit Château » se sont mis en grève pour protester contre leur charge de travail trop élevée qui ne leur permet pas d'accueillir les migrants dans des conditions dignes.

Le secrétaire d'État à la migration Sammy Mahdi s'est empressé de

rencontrer les délégations syndicales et de faire des belles promesses pour calmer la mobilisation, pour éviter que le projecteur ne reste trop longtemps sur la violence que représente l'accueil des migrants en Belgique.

Difficile de plaire à la fois aux électeurs de l'extrême droite qui utilisent les migrants comme boucs émissaires, et à la population scandalisée à juste titre par la manière dont sont traités ces migrants.

En tout cas, ces grévistes ont pu rappeler à tous les travailleurs qu'ils n'obtiendront rien de leurs employeurs, privés ou publics, sans passer par des luttes !

Grève à l'hôpital de Jolimont



Les infirmières et infirmiers des blocs opératoires étaient en grève, mercredi 13 octobre. L'hôpital a embauché, mais en ouvrant aussi quatre nouveaux blocs opératoires. Le sous-effectif chronique reste catastrophique, et si l'hôpital paye des salaires un peu meilleurs aux derniers embauchés (obligé par le manque de personnel), les salaires de tous restent totalement insuffisants !

L'envie de ne plus se laisser faire va devenir une épidémie hautement contagieuse !

En attendant, leurs "solutions" n'aboutiraient qu'à aggraver le manque de personnel des services hospitaliers, déjà gravissime !

Solidarité avec les travailleurs de Nivelles Logistics !

La grève, suite à l'annonce de la fermeture du site en 2022 et de la mise

au chômage des 549 travailleurs du site, a pris fin et, depuis le 22 septembre, les travailleurs de Nivelles Logistics ont repris le travail. Sauf qu'il n'y en a pas !

Seulement 10% du volume de marchandises à traiter habituellement arrive sur le site, et l'inquiétude monte parmi les travailleurs qui craignent que la direction ne veuille fermer le site encore plus tôt, voire le mettre en faillite et ne pas payer les salaires dus !

La direction utilise l'angoisse des travailleurs qui craignent pour leur existence, comme arme contre eux. Pour que la peur change de camp, il faut qu'on se batte tous ensemble !

Le signal est rouge

Les travailleurs de la SNCB qui font rouler les trains, y compris les week-ends, les nuits et les jours fériés, ont un quota de 130 jours compensatoires et de repos par an, censés remplacer les week-ends et jours fériés passés au travail. Sauf que le manque de personnel est tel que les 8 000 cheminots concernés par ce régime de travail ne peuvent pas les prendre et ont accumulé ensemble plus de 111 000 jours de repos !

Ce n'est pas étonnant quand on sait que pour 253 millions de voyageurs (en 2019), il n'y a aujourd'hui plus que 29 000 cheminots (en équivalents temps plein). En 2004, il y a 17 ans, ils étaient encore plus de 40 000 pour 165 millions de voyageurs !

Que fait la direction de la SNCB ? Elle veut désormais payer ces jours. Les cheminots ne sont pas d'accord. Outre qu'ils seraient taxés au maximum, c'est une façon pour la direction d'entériner le sous-effectif et des horaires intenablement dangereux imposés !

Lidl : la grève paye

Suite à la grève très suivie chez Lidl, qui a entraîné presque toutes

les filiales et a mis à l'arrêt jusqu'à 100 magasins par jour sur les 300 que compte la chaîne, la direction a lâché le renforcement de l'équipe volante et concède de payer 42 heures de travail de plus par semaine et par filiale.

Mais ce que les employé.e.s de Lidl ont gagné surtout, c'est la fierté d'avoir levé la tête. Elles montrent l'exemple !

Témoignages de travailleurs de Lidl aux piquets de grève, samedi 16 octobre.



« Quand tu as fini le rangement des fruits et légumes, c'est comme si tu avais fait deux heures de salle de muscu, mais en beaucoup moins de temps » explique une employée. « On reçoit des bons conseils de tout le monde. La direction préconise 15 minutes d'échauffement le matin... avant de pointer ; le médecin du travail nous ré-explique comment plier les genoux. Ils ne se rendent pas compte ce que c'est de courir en permanence pour faire son travail. 'Tu as déjà fini les rayonnages ? Alors décharge le camion s'il te plaît'. Mais un camion, c'est 34 palettes à moi toute seule... Le temps moyen de déchargement d'une palette est passé à 10 minutes, contre 30 auparavant ! Et puis il y a le Bake-Off : la cuisson des pains et viennoiseries. Déballer les surgelés, enfourner les pains, programmer le temps de cuisson et revenir pour les couper et ensacher lorsqu'ils ont refroidi : c'est tout un timing serré qu'il faut gérer parallèlement au réassortiment des rayons, à la caisse, au déchargement

des camions sans oublier le nettoyage du magasin et du parking... »

« Les renforts en personnel, promis par la direction après notre mouvement il y a 3 ans, ont été en réalité utilisés non pour nous soulager mais pour augmenter le chiffre d'affaires. Les magasins ont été agrandis et il y a plus de produits qu'auparavant. Sur chaque magasin, la direction ajuste en permanence l'effectif au chiffre d'affaires du moment : s'il baisse, des travailleurs sont renvoyés chez eux pour maintenir la pression sur ceux qui restent. »

« Chaque travailleur a un compte d'heure, positif ou négatif, que la direction peut ainsi utiliser à sa guise pour atteindre ses objectifs de productivité. Elle veut à présent imposer la géolocalisation des salariés dans chaque magasin par le GPS de leur smartphone pour contrôler nos trajets. »

« Nous en avons toutes et tous vraiment ras-le-bol ! De nombreux collègues en sont malades. Sur 10 000 travailleurs du groupe, il y a un turnover de 1 700 personnes par an ! Et ces chiffres sont déjà dépassés, car cela s'aggrave ! »

Voilà un « assortiment » des méthodes patronales par lequel Lidl exploite les travailleurs pour augmenter ses profits.

ArcelorMittal Gand : les ouvriers rejettent un projet de CCT

Les ouvriers sidérurgistes d'ArcelorMittal Gand ont rejeté à 75% un pré-accord sur une nouvelle convention collective de travail (CCT) qu'avaient accepté les syndicats.... Les semaines passées, plusieurs centaines d'ouvriers s'étaient mis en arrêt de travail.

Et pour cause : les ouvriers dénoncent les cadences de travail élevées, et ne veulent pas de cette nouvelle CCT où on leur octroie une "prime Covid" de 500 € et une augmentation des salaires de... 0,4% brut !

ArcelorMittal ne manque pas d'argent : l'entreprise a déjà réalisé plus de

6 milliards de bénéfices à la mi-2021, et a investi plus d'un milliard pour "décarboner" une de ses usines à Gand. La seule chose qui ne gonfle pas dans cette histoire, c'est les salaires !

Cela n'est pas étonnant. Comme partout ailleurs, les actionnaires d'ArcelorMittal font tout pour les faire baisser, car des salaires hauts, c'est des profits plus bas.

Pour gagner face aux actionnaires, il faudra donc se serrer les coudes !

Etats-Unis : la force des travailleurs, c'est la grève !

Dans 14 usines du fabricant de tracteurs John Deere, 10 000 travailleurs sont en grève depuis le 14 octobre. C'est aussi le cas de 1 400 travailleurs de quatre usines Kellogg's. Ces travailleurs ne veulent pas de contrat de travail qui laissent les salaires à la traîne de l'inflation et imposent toujours plus de sacrifices, alors que les profits s'envolent.

Plus de 2 000 travailleurs hospitaliers sont aussi en grève à Buffalo, contestant le sous-effectif et les conditions de travail, et revendiquant aussi sur les salaires. Et au Québec les éducatrices en crèche sont en mouvement pour leurs salaires.

Sur tous les continents, l'arme des travailleurs, c'est la grève.

Site LO France

**Suivez-nous
sur Facebook :
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !